

Rapport au Conseil Municipal Présentation du Compte Administratif 2016

Le Compte Administratif dresse le bilan des dépenses (mandats) et recettes (titres) effectuées par la collectivité sur un exercice donné. Il permet d'apprécier la réalisation et la gestion effective du budget voté et constitue un arrêté des comptes de l'Ordonnateur. Le compte de gestion quant à lui retrace les comptes tenus par le Comptable, et la situation patrimoniale de la ville à la clôture de l'exercice.

L'exercice 2016 marque une nouvelle étape dans le redressement des comptes de la ville de Montreuil : les résultats et ratios financiers s'améliorent considérablement alors que l'endettement diminue. L'exercice est clôturé avec un excédent de 5,9 millions € mesurant le chemin parcouru depuis 2 ans et les efforts réalisés. Pour rappel, la collectivité avait clôturé l'exercice 2014 avec un déficit de – 21,0 millions € et 2015 marquait le retour à l'équilibre (excédent de 0,8 million €).

Le contexte était pourtant difficile. La poursuite de la baisse des dotations de l'Etat a entraîné une nouvelle perte de ressources de 3,6 millions €. Entre 2012 et 2016, Montreuil aura vu sa DGF annuelle diminuer de près de 9,3 millions €, soit un manque à gagner, sur 5 ans de plus de 17,2 millions €. Globalement, les recettes de fonctionnement de la ville auront diminué en 2016 (-2,10%). L'évolution des produits fiscaux – à taux constant – ne permet pas de compenser le désengagement de l'Etat d'autant que de nouvelles exonérations fiscales n'ont pas été compensées faisant porter près d'1 M€ supplémentaire de baisse de ressources à la ville.

Pour faire face à ces mesures gouvernementales, d'une violence exceptionnelle pour le service public de proximité, et alors que l'Etat poursuit les transferts aux collectivités sans compensation – notamment dans les domaines régaliens - la municipalité a fait le choix de ne pas avoir recours au levier fiscal et de concentrer les efforts sur sa propre gestion plutôt que sur le contribuable.

Ainsi, et pour le second exercice consécutif, les dépenses de fonctionnement diminuent (-4,04% en 2016 après -4,82% en 2015) notamment celles de gestion courante retraçant le train de vie de la collectivité. La politique de gestion rigoureuse et rationalisation mise en place dès 2015 porte donc ses fruits puisque la ville, grâce à des marges de manœuvre retrouvées, a pu relancer un cycle d'investissement fort et orienté sur les besoins des habitants : éducation (construction de 2 nouvelles écoles, travaux dans les groupes scolaires existants) et aménagement des espaces publics.

Le paradoxe auquel la ville est confronté est bien celui de l'effet ciseaux de la croissance de sa population qui se traduit lentement dans le chiffre officiel de l'INSEE et la baisse de ses recettes alors que les besoins immédiats et indispensables en services augmentent : crèches, classes...

La dépendance à l'emprunt s'est fortement réduite. En 2016, 28 millions € d'investissement ont été réalisés alors que l'endettement de la ville a légèrement diminué.

Cependant, plusieurs éléments viennent assombrir et fragiliser la situation financière de la ville : le poids de la dette, dont le remboursement mobilise une grande partie des capacités d'investissement de la ville, et la rigidité des charges avec une masse salariale représentant 67,57 % des dépenses de fonctionnement.

L'espoir d'une embellie semble dérisoire, la contrainte sur les finances des collectivités sera poursuivie en conditionnant les dotations aux baisses de dépenses de fonctionnement et en dégageant de la taxe d'habitation 80% des contribuables. Pour Montreuil cette mesure affectera plutôt 90% des contribuables précarisant ainsi les ressources de la ville. A très court terme, ce sont les périmètres des services publics de proximité (éducation, santé, petite enfance, activités périscolaires, cadre de vie, équipements culturels et sportifs, etc.) qui sont menacés.

1- RESULTATS DE L'EXERCICE ET AFFECTATION

A. Résultats de l'exécution 2016

Le résultat de l'exécution retrace l'ensemble des recettes et dépenses effectuées par la collectivité entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Le résultat l'exécution de l'exercice 2016 présente un excédent de 5,1 M€ composé d'un excédent de fonctionnement de 6,8 M€ et d'un déficit d'investissement de 1,7 M€.

| | Fonctionnement | Investissement | Total |
|-----------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|
| Recettes de l'exercice | 208 093 690,90 | 47 411 996,16 | 255 505 687,06 |
| Dépenses de l'exercice | 201 302 166,56 | 49 072 745,06 | 250 374 911,62 |
| Résultat d'exécution | 6 791 524,34 | -1 660 748,90 | 5 130 775,44 |

B. Résultat de clôture et résultat global

Le résultat de clôture reprend le résultat de l'exécution et y additionne les résultats de l'exercice précédent. Le résultat global (ou final) ajoute au résultat de clôture les restes à réaliser (opérations commencées au 31 décembre mais non terminées) en section d'investissement.

L'exercice 2016 est clôturé avec un résultat positif de 5,9 M€, le déficit d'investissement (-3,4 M€) étant largement couvert par l'excédent de fonctionnement (9,4 M€).

Les restes à réaliser constatés fin 2016 s'établissent à 14,9 M€ en dépenses (contre 29,0 M€ fin 2015) et à 10,4 M€ en recettes, soit un solde net à financer de -4,6 M€.

| | Fonctionnement | Investissement | Total |
|----------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|
| Solde d'exécution | 6 791 524,34 | -1 660 748,90 | 5 130 775,44 |
| Résultat reporté de 2015 | 2 583 139,15 | -1 787 471,68 | 795 667,47 |
| Résultat de clôture | 9 374 663,49 | -3 448 220,58 | 5 926 442,91 |
| Restes à réaliser | | -4 568 085,11 | -4 568 085,11 |
| recettes | | 10 352 318,43 | |
| dépenses | | 14 920 403,54 | |
| Résultat global | 9 374 663,49 | -8 016 305,69 | 1 358 357,80 |

L'excédent de clôture (5,9 M€) permet de financer le solde net des restes à réaliser (-4,6 M€), c'est-à-dire que les opérations engagées fin 2016 sont bien financées et ne viennent pas ponctionner les ressources 2017. Le résultat global est donc positif (1,4 M€).

C. Affectation des résultats 2016 au Budget 2017

Le Budget Primitif 2017 a été voté le 15 mars 2017 avec reprise anticipée des résultats 2017 attestés par le Comptable des Finances Publiques.

Ainsi, l'excédent 2016 constaté en section de fonctionnement (9,4 M€) a été repris de la façon suivante au budget 2017 :

- 5,9 M€ en recettes de fonctionnement au chapitre 002.
- 3,4 M€ affectés à la section d'investissement en recettes au compte 1068.

Le déficit d'investissement 2016 (-3,4 M€) a été repris dans son intégralité en dépenses d'investissement au budget 2017.

D. Taux d'exécution du Budget 2016

| | Budget | Réalisé | Tx Exé |
|---|-----------------------|-----------------------|---------------|
| Dépenses réelles de fonctionnement | 195 332 900,32 | 190 073 301,88 | 97,31% |
| <i>dont 011 - charges à caractère général</i> | <i>35 942 694,00</i> | <i>34 162 482,01</i> | <i>95,05%</i> |
| <i>dont 012 - charges de personnel</i> | <i>109 073 932,53</i> | <i>107 925 763,65</i> | <i>98,95%</i> |
| Dépenses d'équipement | 46 029 337,88 | 27 779 287,83 | 60,35% |

| | Budget | Réalisé | Tx Exé |
|---|-----------------------|-----------------------|----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement | 204 485 042,15 | 205 828 340,90 | 100,66% |
| <i>dont 70 - produits des services</i> | <i>13 586 031,08</i> | <i>13 740 229,59</i> | <i>101,13%</i> |
| <i>dont 73 - impôts et taxes</i> | <i>157 052 614,00</i> | <i>157 763 529,38</i> | <i>100,45%</i> |
| <i>dont 74 - dotations, subventions et participations</i> | <i>27 098 281,07</i> | <i>28 319 945,65</i> | <i>104,51%</i> |

En section de fonctionnement, les dépenses prévues au budget (après DM) ont été quasi entièrement toutes réalisées (97,31 %) avec des taux d'exécution de 98,95 % pour les charges de personnel et de 95,05 % pour les charges à caractère général.

Les dépenses d'équipement ont été réalisées à 60,35 % alors que 32,07 % des crédits ont été reportés à l'exercice 2017.

Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement dépasse les 100 %.

2- INDICATEURS ET RATIOS FINANCIERS

L'exécution budgétaire de l'exercice 2016 montre un redressement significatif de la situation financière de la ville de Montreuil, ce qui souligne les efforts de gestion réalisés depuis 2 ans pour absorber la baisse des dotations de l'Etat d'une part et redonner à la collectivité une capacité à investir. Les indicateurs de gestion et ratios financiers sont en nette amélioration.

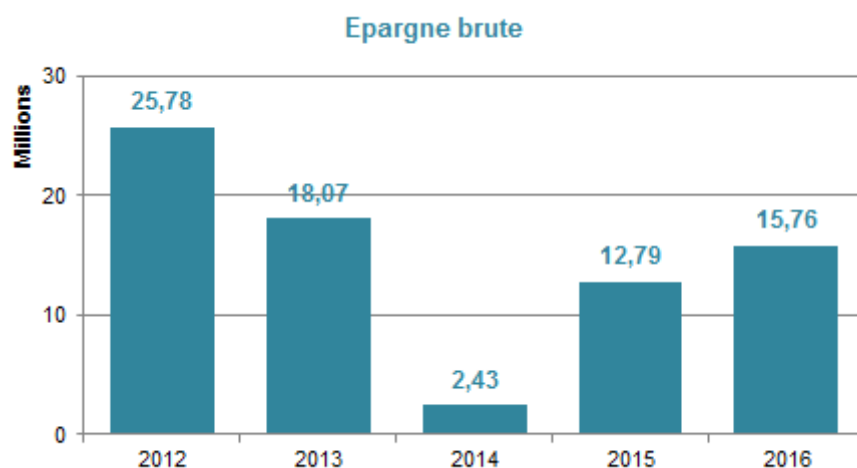
Cependant, la situation reste fragile, notamment en raison d'un niveau de charge et d'endettement élevés.

A. Epargne Brute

L'épargne brute traduit l'excédent de recettes de fonctionnement sur les dépenses. Il s'agit d'un des indicateurs les plus pertinents pour apprécier la santé financière d'une collectivité puisqu'il mesure à la fois les marges de manœuvre et la capacité à investir. L'épargne brute est donc affectée à la couverture des dépenses d'investissement avec pour priorité le remboursement de la dette.

En 2016, l'épargne brute de la ville de Montreuil retrouve un niveau correct (15,8 M€) et a progressé de +13,4 M€ en l'espace de deux exercices. Le taux d'épargne remonte à 7,65%

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| Recettes réelles (hors cessions) | 189 956 893 | 185 980 478 | 177 315 545 | 179 234 978 | 205 828 341 |
| Dépenses réelles | 164 181 869 | 167 908 884 | 174 880 726 | 166 447 288 | 190 073 302 |
| Epargne brute | 25 775 024 | 18 071 593 | 2 434 819 | 12 787 690 | 15 755 039 |
| Taux d'épargne | 13,57% | 9,72% | 1,37% | 7,13% | 7,65% |

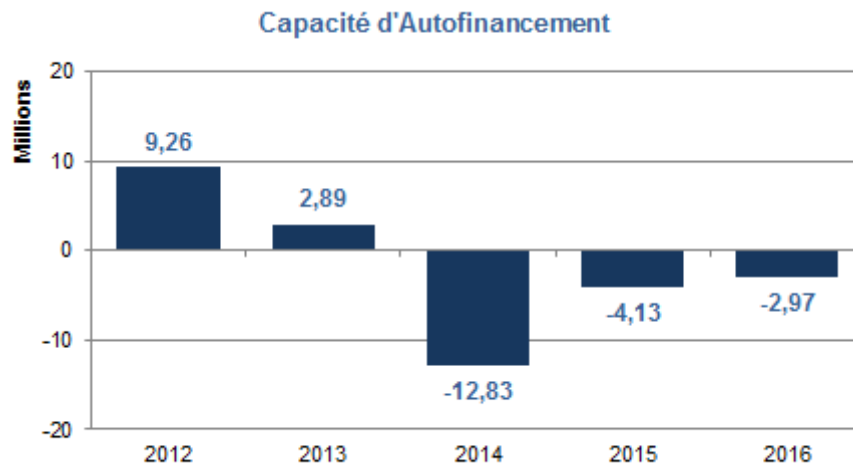


B. Capacité d'Autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF ou épargne nette) mesure la capacité d'une collectivité à investir et à réaliser des dépenses d'équipement après remboursements de ses échéances de dette.

La CAF de la ville de Montreuil s'améliore (= épargne brute) significativement depuis 2014 mais reste négative (-3,0 M€) en raison d'un poids de la dette et de ses remboursements élevés.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|-----------------------------------|------------------|------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| Epargne brute | 25 775 024 | 18 071 593 | 2 434 819 | 12 787 690 | 15 755 039 |
| Remboursement des emprunts | 16 513 841 | 15 183 559 | 15 268 348 | 16 915 713 | 18 729 665 |
| Capacité d'Autofinancement | 9 261 182 | 2 888 034 | -12 833 530 | -4 128 022 | -2 974 626 |



C. Ressources d'investissement (hors emprunt) et besoin de financement

Outre la capacité d'autofinancement, d'autres ressources sont affectées au financement des dépenses d'équipement en section d'investissement. Il s'agit des cessions foncières, des subventions affectées à des dépenses d'investissement, du reversement du Fonds de Compensation de la TVA relatif aux opérations réalisées sur l'exercice n-2 et de la taxe d'aménagement.

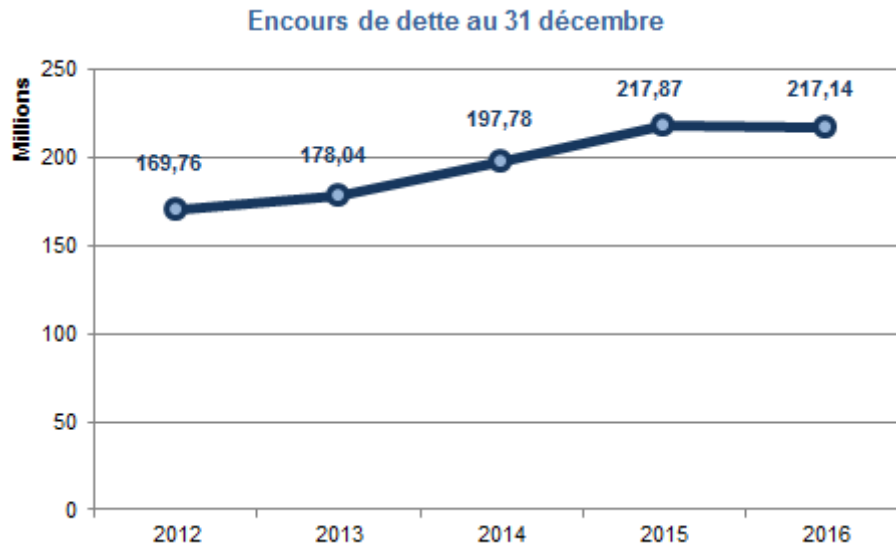
Les ressources d'investissement de la ville (14,8 M€) ont légèrement diminué en 2016, l'exercice 2015 étant marqué par d'importantes cessions de patrimoine.

Le besoin de financement des investissements (-13,0 M€) retrouve un niveau correct et conforme aux capacités financières de la ville.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Capacité d'Autofinancement | 9 261 182 | 2 888 034 | -12 833 530 | -4 128 022 | -2 974 626 |
| Cessions foncières | 2 867 950 | 2 686 868 | 1 632 859 | 8 950 446 | 2 262 837 |
| FCTVA et Taxe d'Aménagement | 4 628 821 | 3 663 374 | 7 022 094 | 6 588 581 | 7 406 608 |
| Subventions d'investissement et autres | 2 834 127 | 7 621 905 | 6 662 460 | 5 967 613 | 8 061 434 |
| Ressources d'investissement (hors emprunts) | 19 592 081 | 16 860 182 | 2 483 884 | 17 378 618 | 14 756 253 |
| Dépenses d'équipement | 35 502 956 | 55 113 346 | 54 376 814 | 32 364 680 | 27 779 288 |
| Besoin de financement | -15 910 875 | -38 253 164 | -51 892 930 | -14 986 062 | -13 023 034 |

D. Encours de dette

En 2016, la ville a emprunté 18,0 M€ (besoin de financement de l'exercice + déficit 2015 à financer) et a remboursé 18,7 M€. L'encours de la dette a donc légèrement diminué pour la première fois depuis 2012.



E. Capacité de désendettement

La capacité de désendettement est un indicateur de solvabilité. Ce ratio indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette en y consacrant toute son épargne disponible. Il est généralement admis qu'un ratio de désendettement de 10 à 12 ans est acceptable, et qu'au-delà de 15 ans la situation devient dangereuse.

Grace à l'amélioration de l'épargne, la capacité de désendettement de la ville diminue et tombe à 14 ans, en dessous du seuil des 15 ans.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|-----------------------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| Encours de la dette au 31/12/N | 169 764 819 | 178 041 370 | 197 781 119 | 217 865 406 | 217 135 741 |
| Epargne brute | 25 775 024 | 18 071 593 | 2 434 819 | 12 787 690 | 15 755 039 |
| Capacité de désendettement | 6,59 | 9,85 | 81,23 | 17,04 | 13,78 |

3- ANALYSE ET DETAILS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016

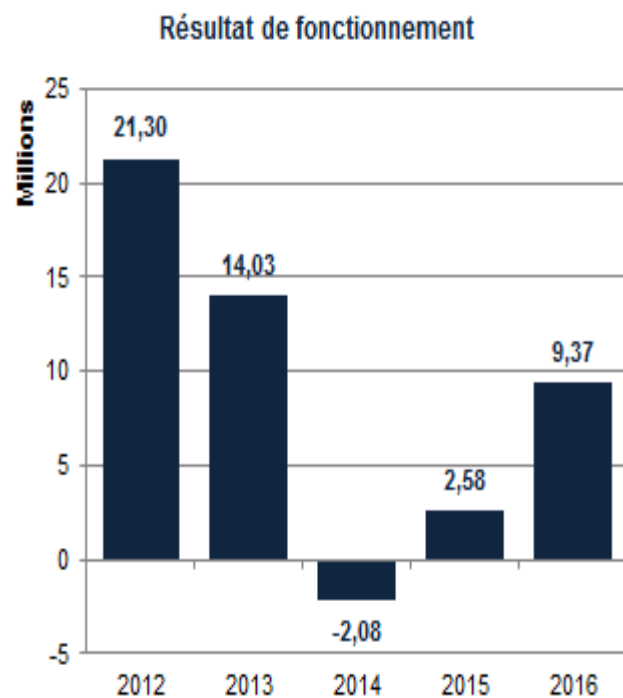
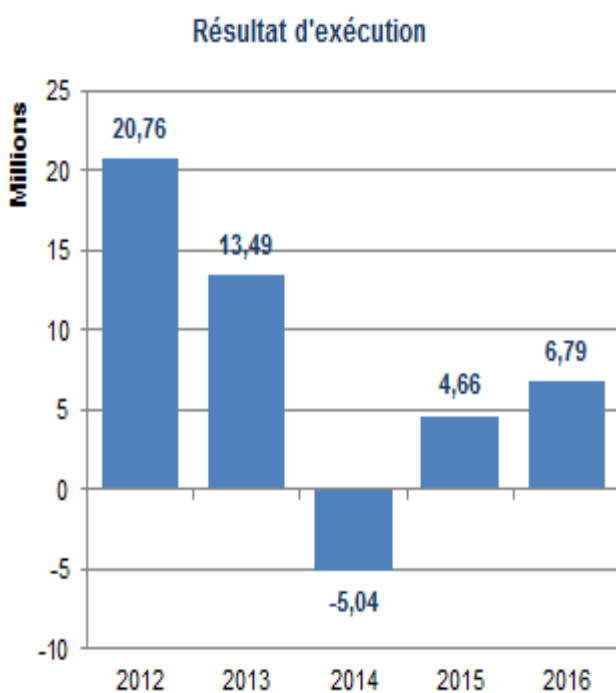
A. Section de Fonctionnement

La section de fonctionnement est clôturée avec un résultat positif de + 9,37 M€ correspondant à un excédent d'exécution 2016 de 6,79 M€ et à la reprise de l'excédent 2015 reporté de 2,58 M€.

A1 – Soldes de la section de fonctionnement

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Recettes de fonctionnement | 194 336 447 | 188 894 855 | 179 022 006 | 188 451 908 | 208 093 691 |
| Dépenses de fonctionnement | 173 581 316 | 175 403 584 | 184 064 115 | 183 790 811 | 201 302 167 |
| Résultat d'exécution | 20 755 131 | 13 491 271 | -5 042 109 | 4 661 096 | 6 791 524 |
| Résultat N-1 reporté | 548 794 | 539 161 | 2 964 152 | -2 077 957 | 2 583 139 |
| Résultat de fonctionnement | 21 303 925 | 14 030 432 | -2 077 957 | 2 583 139 | 9 374 663 |

Le solde de l'exécution de la section de fonctionnement (différence recettes / dépenses) s'améliore nettement depuis 2014, exercice déficitaire. Cet assainissement est principalement dû à la diminution des dépenses de la collectivité.

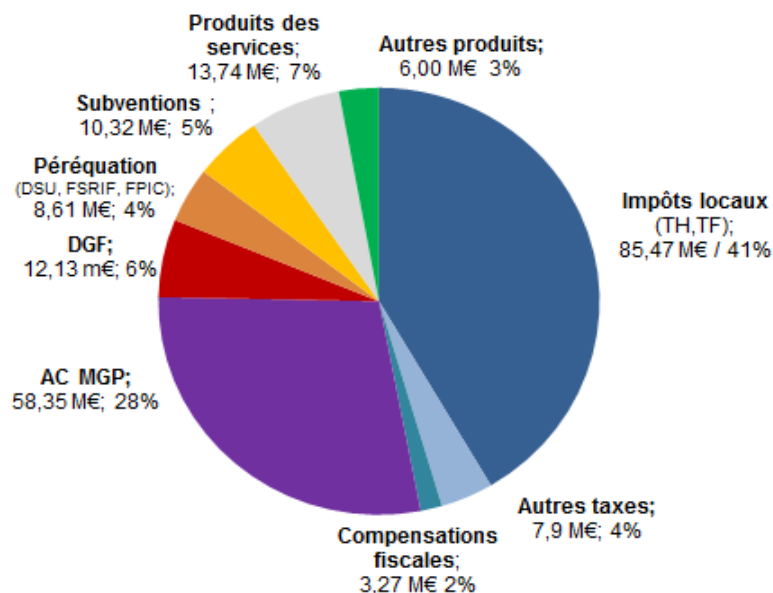


A2 – Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement comptabilisées au Compte Administratif 2016 sont de 208,1 M€ dont 208,1 M€ de recettes réelles.

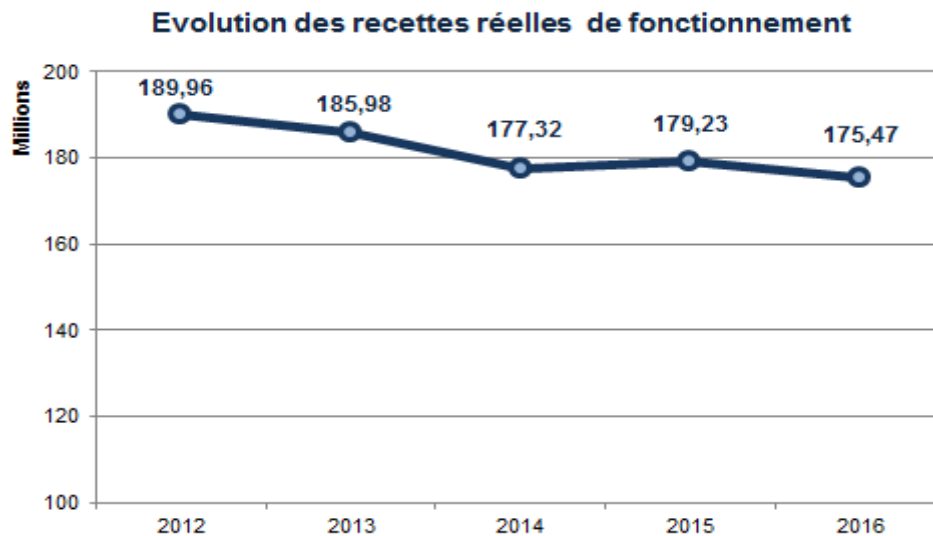
| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 013 Atténuation de charges | 1 259 785 | 1 865 778 | 1 571 785 | 1 678 703 | 1 537 231 |
| 70 Produits des services | 23 279 454 | 18 955 887 | 12 816 306 | 14 090 052 | 13 740 230 |
| 73 Impôts et taxes | 123 933 030 | 122 797 690 | 123 975 064 | 127 898 551 | 157 763 529 |
| 74 Dotations et participations | 36 036 828 | 37 506 850 | 33 593 568 | 30 069 740 | 28 319 946 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 3 530 588 | 3 760 087 | 3 775 270 | 4 039 088 | 4 273 172 |
| Recettes de gestion courante | 188 039 686 | 184 886 292 | 175 731 994 | 177 776 134 | 205 634 108 |
| 76 Produits financiers | 73 652 | 60 441 | 84 237 | 73 447 | 11 693 |
| 77 Produits exceptionnels | 1 843 555 | 1 033 744 | 1 499 314 | 1 385 397 | 182 540 |
| 775 Cessions | 2 867 950 | 2 686 868 | 1 632 859 | 8 950 446 | 2 262 837 |
| 78 Reprise sur amort et prov | | | 70 216 | | |
| Recettes réelles | 192 824 843 | 188 667 346 | 179 018 621 | 188 185 424 | 208 091 178 |
| 040 Dotations aux amortissements | | 7 539 | 2 513 | 2 513 | 2 513 |
| 040 Mouvements issus des cessions | 1 511 604 | 219 971 | 872 | 263 970 | |
| Recettes d'ordre | 1 511 604 | 227 510 | 3 385 | 266 483 | 2 513 |
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 194 336 447 | 188 894 855 | 179 022 006 | 188 451 908 | 208 093 691 |

Répartition des recettes réelles de fonctionnement (2016)



Il est important de signaler que le périmètre de comptabilisation des dépenses et recettes des communes d'Ile-de-France a fortement évolué avec la création au 1^{er} janvier 2016 de la Métropole du Grand Paris (MGP). De nouveaux flux financiers entre les communes, la MGP et les territoires ont été créés, les communes reversant une partie des attributions de compensation (AC) versées par la Métropole aux Etablissements Publics Territoriaux (EPT). Ainsi les recettes et les dépenses augmentent du même montant. Ainsi, l'augmentation constatée des recettes de fonctionnement est en trompe l'oeil.

Il est proposé de neutraliser ces flux pour conserver un périmètre contant permettant une comparaison réelle avec les années précédentes.



Hors cessions foncières et hors flux financiers liés à la MGP, **les recettes de fonctionnement ont une nouvelle fois baissé en 2016 (-2,1 %)**. Depuis 2012, les recettes de la ville ont diminué de -7,63 %, soit une perte de 14,5 M€ en grande partie expliquée par la diminution drastique des dotations de l'Etat aux collectivités.

Le produit des **impôts et taxes (chapitre 73)** constitue la principale recette de la ville. Ce chapitre comprend les impôts locaux (taxe d'habitation et taxes foncières), l'attribution de compensation (AC) versée par la MGP, les versements des fonds de péréquation (FSRIF et FPIC) ainsi que les droits de mutation et autres taxes (taxe de séjour, taxe sur l'électricité, taxe sur la publicité extérieure, ...).

- **Les impôts locaux** (85,47 M€) ont fortement augmenté en 2016 du fait de la réintégration dans le budget des communes des parts de taxe d'habitation et de taxe sur le foncier non bâti de l'agglomération. A périmètre constant¹, ils ont pourtant diminué notamment la taxe d'habitation, malgré une évolution positive des bases du fait du rétablissement, non compensé par l'Etat de l'exonération des personnes de condition modeste et veufs et veuves, qui a coûté 900.000 € à la Ville.

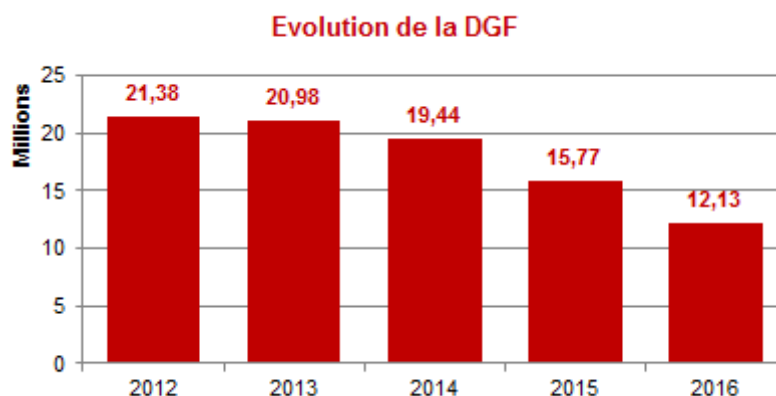
| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Taxe d'Habitation | 26 516 535 | 27 415 300 | 27 863 950 | 29 230 375 | 28 535 226 |
| TH - résidences secondaires | | | | 183 953 | 281 263 |
| Taxe Foncière (Bâti) | 38 701 578 | 39 844 543 | 40 522 114 | 41 308 520 | 41 554 184 |
| Taxe Foncière (Non Bâti) | 183 221 | 198 691 | 194 272 | 221 257 | 190 355 |
| Rôles supplémentaires | 862 049 | 736 345 | 358 278 | 405 613 | 560 754 |
| Total Ville | 66 263 383 | 68 194 880 | 68 938 614 | 71 349 718 | 71 121 782 |
| Parts TH/TFNB Est Ensemble | | | | | 14 352 517 |
| Total CA 2016 | | | | | 85 474 299 |

¹ Les parts de TH et TFNB perçue jusqu'en 2015 par la CA Est Ensemble sont désormais perçues par la Ville mais reversées à l'EPT Est Ensemble par le biais du FCCT.

- En 2016, la Ville a perçu une **Attribution de Compensation de la MGP** de 58,35 M€ basée sur ses ressources 2015. Cette dotation est figée dans le temps et n'évoluera pas.
- Au titre des **fonds de péréquation**, Montreuil a perçu en 2016 près de 6,00 M€. Le montant attribué à la ville par le **Fonds de Solidarité des communes de la région Ile-de-France (FSRIF)** est figé depuis 2012 à 3,75 M€. En revanche, le **Fonds de Péréquation des recettes Intercommunales et Communales (FPIC)** poursuit sa progression conformément aux mesures votées dans les dernières Lois de Finances. Montreuil a perçu en 2016 2,24 M€ (+30%) mais a dû également reverser 0,73 M€, soit une recette nette de 1,52 M€ (+25%).
- **Les droits de mutation** perçus en 2016 s'élèvent à 4,52 M€, en légère progression par rapport au produit net perçu en 2015 (4,45 M€ ; +2%).
- Les **autres produits fiscaux** connaissent des évolutions différenciées. La taxe sur l'électricité a rapporté une recette de 1,91 M€ (+16%) et la taxe sur la publicité extérieure 0,48 M€ alors que les droits de stationnement ont diminué (0,59 M€ ; -36%).

Les **dotations et participations (chapitre 74)** représentent le deuxième poste de recettes de la ville. Ils sont en diminution constante depuis 2012 du fait de la baisse des dotations de l'Etat et notamment de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). Ce chapitre regroupe les dotations de l'Etat, les subventions perçues et les compensations fiscales.

- **Les dotations de l'Etat** (15,32 M€) continuent de diminuer, notamment la Dotations Globale de Fonctionnement (12,13 M€) réduite à nouveau de 3,64 M€ en 2016 après des baisses successives de -1,54 M€ en 2014 et de -3,67 M€ en 2015. Depuis 2012, cette dotation aura diminué de -9,25 M€ (-43%).



- L'augmentation des **subventions de fonctionnement** (9,74 M€) perçues en 2016 (+14%) est à relativiser puisqu'a été encaissée une subvention de la CAF datant de 2010 et versée à tort à l'OPHLM de Montreuil au titre du contrat enfance de 1,36 M€.

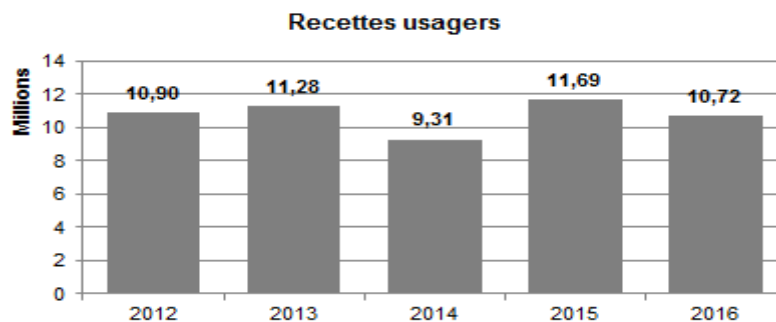
Les subventions proviennent essentiellement de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) avec 7,19 M€ de perçus en 2016.

- Des **compensations fiscales** sont parfois versées par l'Etat en contrepartie d'exonération d'impôts locaux décidés au niveau national et venant diminuer les produits

perçus au niveau local. Globalement, Montreuil a touché en 2016 3,27 M€ (+20%) dont 2,05 M€ au titre de la taxe d'habitation (+19%), 0,67 M€ au titre des taxes foncières (+85%) et 0,52 M€ au titre de l'ancienne taxe professionnelle (-15%).

Les **produits des services (chapitre 70)** ne représentent que 7% des recettes réelles de fonctionnement perçus par la Ville. Ces produits sont constitués principalement des recettes des prestations rendues aux usagers (compte 703 à 707) mais aussi des refacturations et remboursements demandés, notamment à Est Ensemble, dans le cadre de prestations effectués pour compte d'autrui (mise à disposition de personnel, compétences transférées à Est Ensemble mais dont les charges sont encore supportées par la Ville).

- En 2016, Est Ensemble a ainsi remboursé à la ville des charges à hauteur de 2,74 M€.
- Les **recettes prestations rendues aux usagers** connaissent des variations différenciées selon les exercices notamment en fonction d'un rythme de facturation ne correspondant pas forcément avec l'exercice budgétaire. Il est à noter également que certaines recettes (conservatoire, cinéma) sont désormais perçus directement par Est Ensemble.



Les **autres produits de gestion courante (chapitre 75)** sont principalement constitués des loyers perçus par la ville, de certaines redevances et de remboursements divers (notamment sinistres). Ces recettes (4,27 M€) ont légèrement augmenté en 2016 (+6%)

Les **atténuations de charges (chapitre 013)** regroupent le remboursement des assurances pour risques statutaires (0,95 M€), des trop perçus de la part de salariés ou des organismes sociaux ainsi que des mises à dispositions. Ces recettes (1,54 M€) sont en légère diminution (-8%) mais sont fonction de dépenses réalisées.

Les **produits financiers (chapitre 76)** proviennent des intérêts relatifs à des consignations effectués auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations lors d'opérations immobilières. A ce titre la ville a perçu 11.693 € en 2016.

Contrairement aux exercices précédents, la ville a perçu très peu de **recettes exceptionnelles (chapitre 77)** en 2016 avec un produit global de 182.540 € essentiellement constitué de régularisations comptables (rattachements effectués à tort, mandats sur exercices antérieurs annulés ...)

Les **cessions d'immobilisations** sont comptabilisées à leur prix de vente en section de fonctionnement, au compte 775, chapitre 77, mais sont rebasculées en section

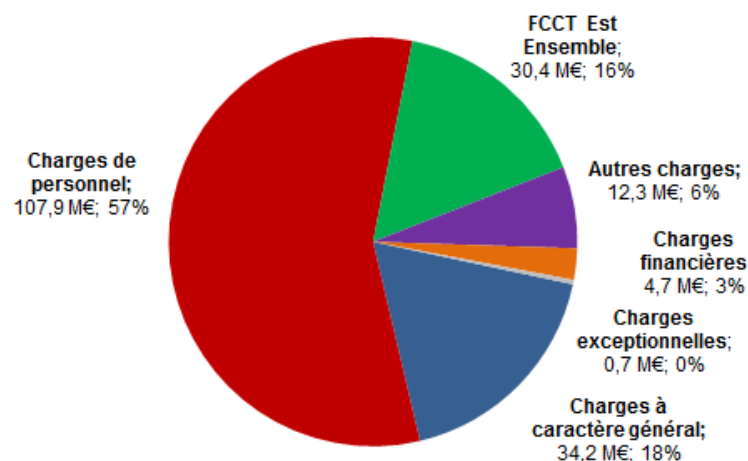
d'investissement par le biais des mouvements d'ordre. Elles constituent donc bien une recette d'investissement.

A3 – Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement comptabilisées au Compte Administratif 2016 sont de 201,3 M€ sont 190,1 M€ de dépenses réelles et 11,2 M€ de dépenses d'ordre.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 011 Charges à caractère général | 40 793 310 | 42 088 803 | 43 566 027 | 35 667 352 | 34 162 482 |
| 012 Charges de personnel | 101 938 504 | 105 930 888 | 109 913 754 | 110 658 719 | 107 925 764 |
| 014 Atténuation de produits | 343 075 | 216 508 | 372 107 | 1 437 595 | 1 044 558 |
| 65 Autres charges de gestion courante | 14 018 742 | 13 048 317 | 13 913 782 | 12 659 840 | 11 163 259 |
| 65 FCCT EPT Est Ensemble | | | | | 30 357 370 |
| 656 Frais de fct des groupes d'élus | | | 44 924 | 106 697 | 54 007 |
| Dépenses de gestion courante | 157 093 630 | 161 284 515 | 167 810 593 | 160 530 203 | 184 707 441 |
| 66 Charges financières | 5 215 974 | 5 218 888 | 5 418 774 | 5 243 024 | 4 714 686 |
| 67 Charges exceptionnelles | 1 872 265 | 1 405 481 | 1 651 359 | 674 061 | 651 176 |
| 68 Dotations aux provisions | | | 150 000 | | |
| Total dépenses réelles | 164 181 869 | 167 908 884 | 175 030 726 | 166 447 288 | 190 073 302 |
| 042 Dotations aux amortissements | 5 019 893 | 4 797 466 | 7 399 657 | 8 129 107 | 8 966 028 |
| 042 Autres dépenses d'ordre (cessions) | 4 379 554 | 2 697 234 | 1 633 731 | 9 214 416 | 2 262 837 |
| Total dépenses d'ordre | 9 399 447 | 7 494 700 | 9 033 389 | 17 343 523 | 11 228 865 |
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 173 581 316 | 175 403 584 | 184 064 115 | 183 790 811 | 201 302 167 |

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement (2016)

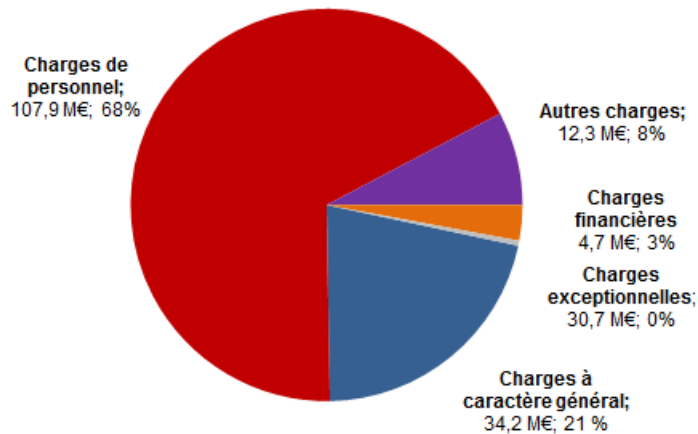


Comme en recettes, il est important de signaler que le périmètre de comptabilisation des dépenses des communes d'Ile-de-France a fortement évolué avec la création au 1^{er} janvier 2016 de la Métropole du Grand Paris (MGP). De nouveaux flux financiers entre les communes, la MGP et les territoires ont été créés, les communes reversant une partie des attributions de compensation (AC) versées par la

Métropole aux Etablissements Publics Territoriaux (EPT). Ainsi, pour Montreuil, une dépense (et recette) de 30,4 millions € est ajoutée, la ville servant finalement de boîte à lettres.

Il est proposé de neutraliser ces flux pour conserver un périmètre contant permettant une comparaison réelle avec les années précédentes.

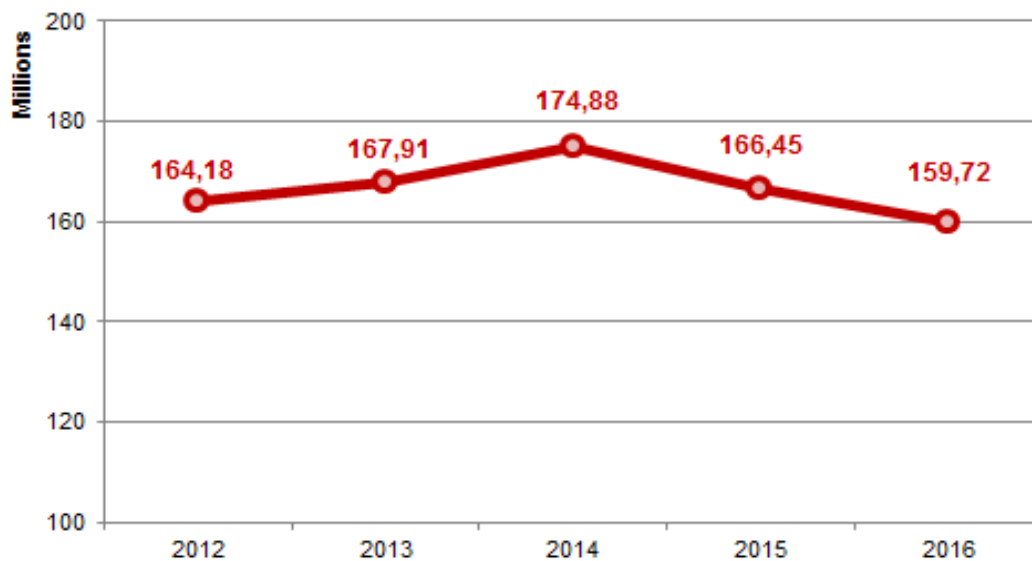
Répartition des dépenses réelles de fonctionnement (2016) A périmètre constant - hors flux MGP / EPT



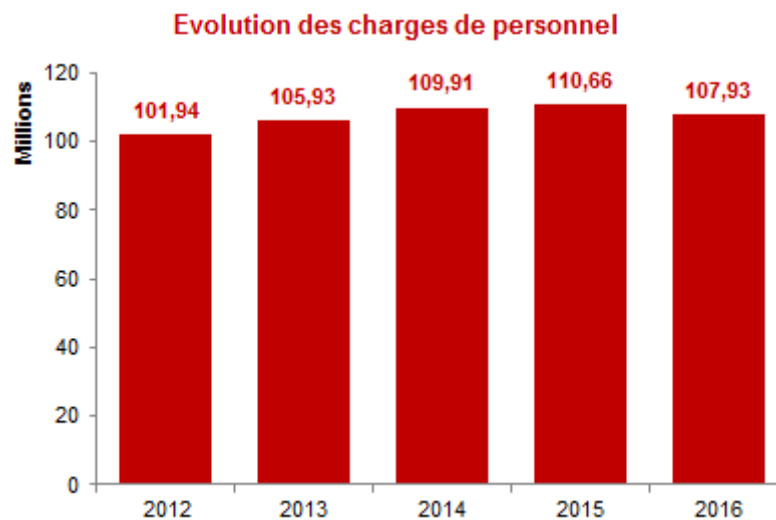
En forte augmentation entre 2012 et 2014 (et même depuis 2010), les dépenses de fonctionnement de la ville diminuent depuis 2014 grâce à d'importants efforts de gestion réalisés sur les deux principaux postes de dépenses : les charges de personnel et charges de fonctionnement des services municipaux.

Ces efforts (-8,4 M€ en 2015, -6,7 M€ en 2016) ont permis de réduire le train de vie de la ville de -15,2 M€ en 2 ans (-8,6 %) de redresser sa situation financière sans affecter la qualité du service public.

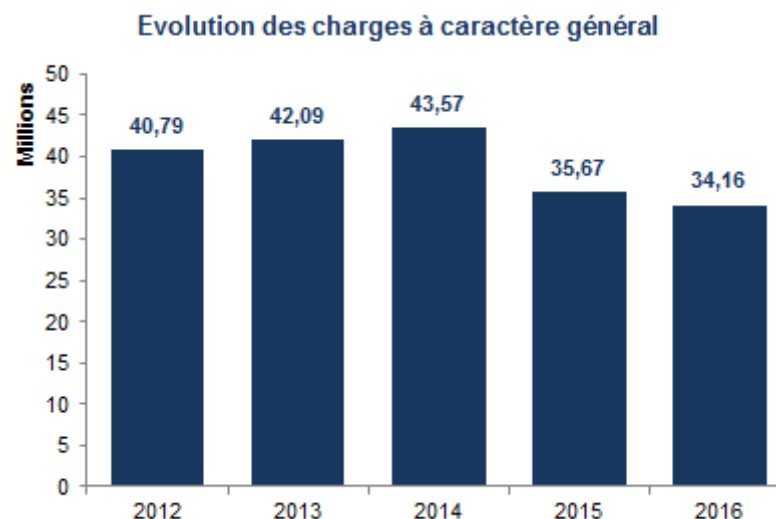
Evolution des dépenses réelles de fonctionnement*



Les charges de personnel (chapitre 012) représentent la principale dépense de fonctionnement de la ville avec 107,93 M€ (67,6% des dépenses hors flux financiers MGP). Elles ont diminué en 2016 (-2,5%), la ville poursuivant la modernisation de son administration afin de rendre un service public efficient sans sacrifiant l'action sociale en faveur des agents (formation, résorption de l'emploi précaire, adaptabilité aux nouveaux besoins du service public).



Les charges à caractère général (chapitre 011) regroupent l'ensemble des dépenses de fonctionnement des services municipaux. Ces charges ont fortement diminué depuis 2014 (-9,4 M€ en deux exercices) grâce à d'importants efforts de gestion et de rationalisation des dépenses, des achats et une recherche d'économies dans tous les domaines, dans tous les services et par tous les acteurs.



Ainsi entre 2014 et 2016, on peut citer les principales baisses suivantes : fluides (de 3,93 M€ à 3,56 M€), achats de fournitures (de 4,49 M€ à 3,36 M€), contrats de prestation de services (de 4,67 M€ à 2,31 M€), frais immobiliers (de 7,81 M€ à 7,45 M€), locations mobilières (de 1,74 M€ à 1,48 M€), honoraires (de 1,22 M€ à 0,77 M€), frais de publications (de 1,02 M€ à 0,81 M€), fêtes, cérémonies, réceptions (de 0,38 M€ à 0,18 M€), etc.

Les **autres charges de gestion courante (chapitre 65)** représentent une dépense de 11,2 M€ et sont en également en diminution (-12%). Elles sont constituées :

- Des indemnités, frais de mission, formation et cotisations des élus du Conseil Municipal (1,10 M€), en diminution (-3%).
- Des pertes sur créances irrécouvrables (0,38 M€).
- Des participations, contributions et subventions suivantes : Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (1,33 M€), Caisse des Ecoles (0,74 M€), CCAS (1,42 M€) et OPHLM de Montreuil dans le cadre du CGLLS (0,47 M€)
- Des subventions versées aux associations (5,51 M€)

Les **atténuations de produits (chapitre 013)** sont constituées du versement au Fonds de Péréquation des recettes Intercommunales et Communales (FPIC) ² pour 726.031 € (+39%), du reversement (1,2 M€ sur 4 ans) à Est Ensemble d'un trop perçu d'attribution de compensation sur les exercices précédents de 305.603 €, et du reversement au Département de Seine-Saint-Denis d'une partie de la taxe de séjour perçue sur le territoire communal (12.925 €).

Les **charges financières (66)** ont représenté une dépense de 4,71 M€ en 2016, soit moins de 3% des dépenses réelles de fonctionnement. Elles apparaissent en diminution pour la seconde année consécutive. D'une part l'endettement, croissant entre 2012 et 2015, s'est stabilisé. D'autre part, la ville profite pleinement d'une stratégie de gestion active de sa dette et des taux actuellement bas.

Les **charges exceptionnelles (67)** ont représenté en 2016 une dépense de 0,65 M€ (-3%).

² Voir recettes de fonctionnement – chapitre 73

B. Section d'investissement

La section d'investissement est clôturée avec un résultat négatif de -3,45 M€ correspondant à un déficit d'exécution 2016 de -1,67 M€ et à la reprise du résultat négatif 2015 reporté de -1,79 M€.

Le solde net des engagements reportés à l'exercice 2017 (restes à réaliser en dépenses et en recettes) et de -4,57 M€, ce qui porte le résultat global en investissement à -8,02 M€, déficit couvert par l'excédent de fonctionnement (9,37 M€).

B1 – Soldes de la section d'investissement

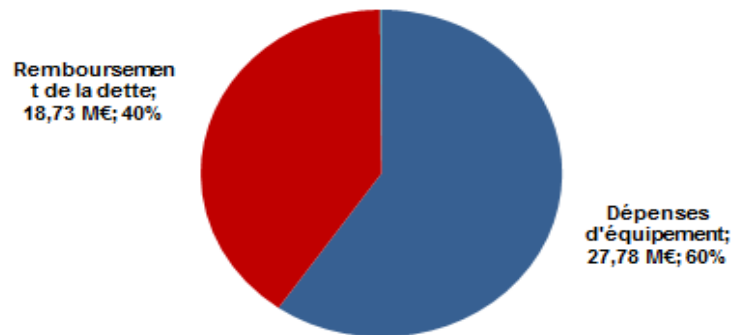
| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| Recettes d'investissement | 119 229 036 | 110 314 824 | 84 580 751 | 83 056 308 | 47 411 996 |
| Dépenses d'investissement | 129 287 291 | 117 872 561 | 85 830 781 | 65 925 826 | 49 072 745 |
| Résultat d'exécution | -10 058 255 | -7 557 737 | -1 250 030 | 17 130 482 | -1 660 749 |
| Résultat N-1 reporté | -51 933 | -10 110 188 | -17 667 924 | -18 917 954 | -1 787 472 |
| Résultat d'investissement | -10 110 188 | -17 667 924 | -18 917 954 | -1 787 472 | -3 448 221 |

B2 – Dépenses d'investissement

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 20 Immobilisations incorporelles | 3 150 030 | 3 077 875 | 2 699 109 | 2 576 685 | 2 906 920 |
| 204 Subventions d'équipement | 1 483 777 | 8 130 031 | 6 682 494 | 3 250 889 | 3 161 871 |
| 21 Immobilisations corporelles | 16 332 486 | 22 183 979 | 21 720 152 | 16 694 386 | 12 533 900 |
| 23 Immobilisations en cours | 14 536 664 | 21 721 460 | 23 275 059 | 9 842 719 | 4 317 772 |
| Opérations votées | | | | | 4 858 825 |
| DEPENSES D'EQUIPEMENT | 35 502 956 | 55 113 346 | 54 376 814 | 32 364 680 | 27 779 288 |
| 10 Dotations, fonds divers et réserves | | | | 24 969 | |
| 13 Subventions d'investissement | | | 25 000 | 183 328 | |
| 16 Emprunts et dettes | 73 071 422 | 15 188 984 | 15 279 186 | 16 924 793 | 18 730 835 |
| 26 Participations et créances ratt | 22 500 | | 989 000 | 494 500 | |
| 27 Autres immobilisations financières | 569 700 | 634 450 | 213 730 | 205 711 | |
| DEPENSES FINANCIERES | 73 663 622 | 15 823 434 | 16 506 917 | 17 833 300 | 18 730 835 |
| OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | 609 109 | 211 777 | 105 792 | 61 362 | 62 616 |
| DEPENSES REELLES | 109 775 688 | 71 148 557 | 70 989 523 | 50 259 342 | 46 572 738 |
| 041 Opérations patrimoniales | 17 999 999 | 6 000 000 | 14 837 873 | 15 400 000 | 2 497 494 |
| 040 Autres dépenses d'ordre | 1 511 604 | 227 510 | 3 385 | 266 483 | 2 513 |
| Total dépenses d'ordre | 19 511 603 | 6 227 510 | 14 841 258 | 15 666 483 | 2 500 007 |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 129 287 291 | 77 376 067 | 85 830 781 | 65 925 826 | 49 072 745 |

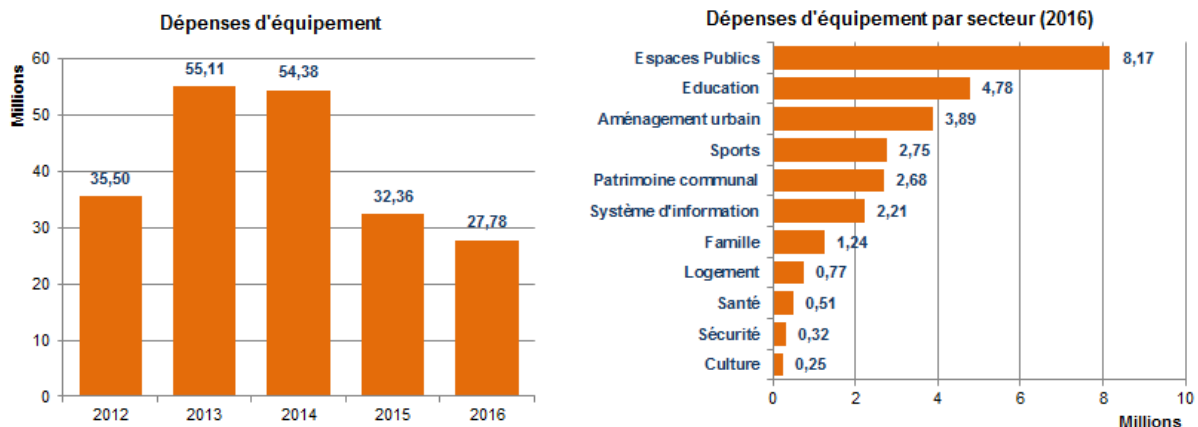
Les dépenses d'investissement se sont élevées en 2016 à 49,07 M€ dont 46,57 M€ (-7%) de dépenses réelles. Ces dépenses réelles se répartissent entre les dépenses d'équipement (27,78 M€ ; -14%), le remboursement en capital de la dette (18,73 M€ ; +11%) et des opérations réalisées pour compte de tiers.

Répartition des dépenses réelles d'investissement (2016)



Les **dépenses d'équipement** (chapitre 20 à 23) comprennent les travaux réalisés, les frais d'études, les acquisitions mobilières et immobilières ainsi que les subventions versées destinées à financer des investissements. Ces dépenses (27,78 M€) sont en diminution en 2016 mais le programme réalisé retrouve un niveau soutenable et conformes aux capacités financières de la ville.

Ces dépenses ont été financées par emprunt à hauteur de 65% (18,00 M€ / 27,78 M€) ce qui paraît un ratio raisonnable comparé aux exercices 2014-2015 où 83% des investissements étaient financés par emprunt.



Les investissements réalisés en 2016 se sont essentiellement concentrés sur les deux secteurs prioritaires de la municipalité : l'aménagement des espaces publics (8,2 M€) et le secteur Education (4,8 M€ mais également 4,0 M€ de travaux engagés et dont les crédits ont été reportés).

Espaces Publics : 8,2 M€ dont 5,4 M€ pour les travaux d'aménagement (PRUS La Noue : 2,1 M€, PRUS Bel Air : 1,6 M€), 1,9 M€ pour les travaux de voirie (trottoirs, chaussées, enrobés, réseaux) 380.000 € pour l'éclairage public, 236.000 € pour les espaces verts, 227.000 € pour la propreté urbaine

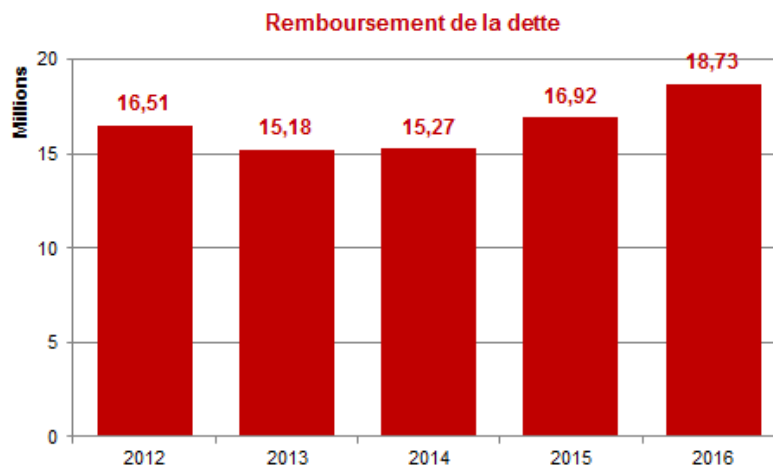
Education : 4,8 M€ dont 1,0 M€ pour la rénovation de l'école Jean Jaurès, 3,1 M€ de travaux d'entretien et de rénovation les écoles (dont 1,2 M€ pour la rentrée scolaire), 365.000 € pour la réfection des cours d'écoles et les débuts des opérations de construction des groupes scolaires Marceau (145.000 €) et Louis et Madeleine Odru (225.000 €)

Aménagement urbain : 3,9 M€ dont 1,8 M€ d'acquisitions foncières et de frais, 1,6 M€ de participation au déficit de la ZAC Fraternité et 204.000 € de réalisation d'études.

Sports : 2,8 M€ dont 621.000 € pour les travaux du stade Barran, 871.000 € pour les travaux du stade Legros, 619.000 € pour le complexe Arthur Ashe et 643.000 € pour les travaux d'entretien et de rénovation des autres équipements sportifs (stades et gymnases).

Ont également été effectués 2,7 M€ de travaux sur le patrimoine communal, 2,2 M€ d'investissement sur les systèmes d'information et nouvelles technologies, 0,6 M€ de travaux dans les crèches municipales (auxquels s'ajoutent 0,5 M€ d'acquisition de la coque pour la réalisation de la crèche Marceau et 135.000 € de subventions pour travaux à la crèche associative ZigZag), 0,5 M€ de dépenses dans les centres municipaux de santé (300.000 € de travaux, 215.000 € pour les équipements), 230.000 € d'investissement dans les théâtres (théâtre Berthelot, théâtre des roches) et 320.000 € de dépenses pour la sécurité (videoprotection, matériel, système LAPI).

Le **remboursement de la dette** (chapitre 16) a représenté une dépense de 18,73 M€ (+11%). Il a fortement augmenté depuis 2013 et continuera à croître, selon le profil d'amortissement de la dette actuelle, jusqu'en 2019. Cette dépense pèse lourd (40% des dépenses d'investissement) mais reste proportionnel à l'encours de dette.



Les **opérations pour compte de tiers (chapitre 45)** ont représenté une dépense (compensée par une recette) de 62.616 €. Elles comptabilisent la réalisation de travaux d'office.

Les **dépenses d'ordre d'investissement** comprennent :

- Les écritures d'ordre dites « patrimoniales » (chapitre 041) pour 2,50 M€ retraçant des régularisations d'écritures comptables à passer sur l'actif. Elles sont compensées par une recette du même montant.
- L'amortissement de subventions (chapitre 040) pour 2.513 €.

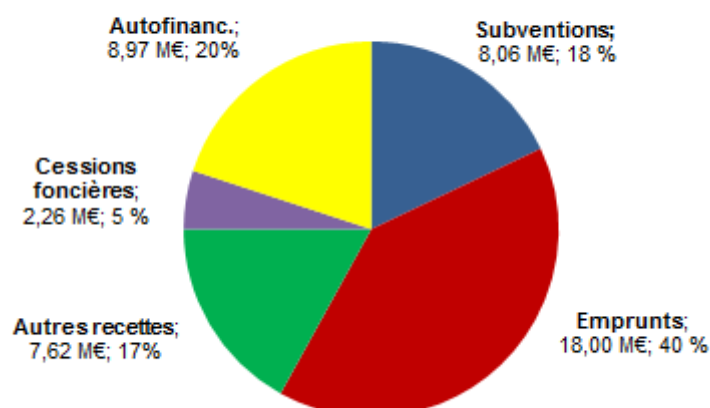
B3 – Financement des dépenses d'investissement

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 13 Subventions d'investissement | 2 802 490 | 7 169 701 | 6 336 321 | 5 664 239 | 8 061 434 |
| 16 Emprunts et dettes | 57 383 588 | 23 466 709 | 35 010 117 | 37 005 236 | 18 004 002 |
| 2x Immobilisations | 31 638 | 452 204 | 326 140 | 303 374 | 0 |
| RECETTES D'EQUIPEMENT | 60 217 715 | 31 088 614 | 41 672 577 | 42 972 849 | 26 065 436 |
| 10 Dotations et fonds divers | 4 628 821 | 3 663 374 | 7 022 094 | 6 588 581 | 7 406 608 |
| 1068 Excédents de fct capitalisés | 26 306 789 | 20 764 764 | 11 066 281 | | |
| 27 Autres immobilisations financières | 310 650 | 336 400 | 773 898 | 694 661 | 154 800 |
| RECETTES FINANCIERES | 31 246 260 | 24 764 538 | 18 862 273 | 7 283 242 | 7 561 408 |
| OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | 365 615 | 470 478 | 174 639 | 56 694 | 58 794 |
| RECETTES REELLES | 91 829 590 | 56 323 630 | 60 709 490 | 50 312 785 | 33 685 638 |
| 040 Cessions d'immobilisations | 4 379 554 | 2 697 234 | 1 633 731 | 9 214 416 | 2 262 837 |
| 040 Amortissements | 5 019 893 | 4 797 466 | 7 399 657 | 8 129 107 | 8 966 028 |
| 041 Opérations patrimoniales | 17 999 999 | 6 000 000 | 14 837 873 | 15 400 000 | 2 497 494 |
| RECETTES D'ORDRE | 27 399 446 | 13 494 700 | 23 871 262 | 32 743 523 | 13 726 358 |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | 119 229 036 | 69 818 330 | 84 580 751 | 83 056 308 | 47 411 996 |

Les recettes d'investissement comptabilisées au CA 2016 s'élèvent à 47,41 M€ dont 33,69 M€ de recettes réelles, 2,26 M€ de cessions d'immobilisations et 8,97 M€ de dotations aux amortissements.

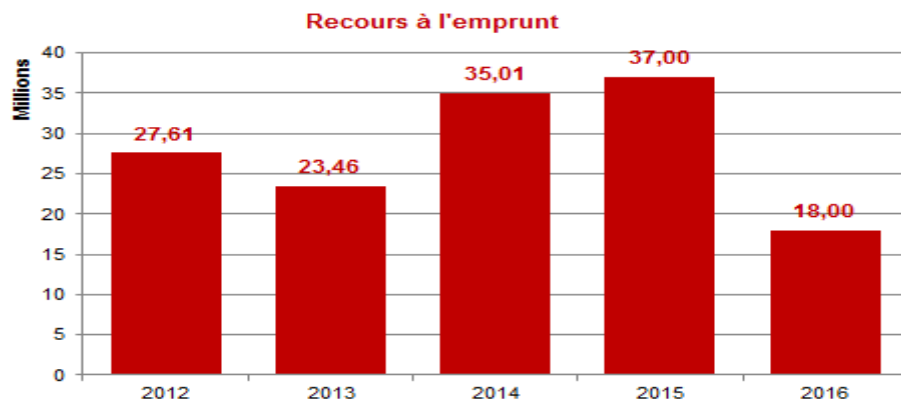
Les dépenses d'investissement (remboursement des emprunts, dépenses d'équipement, déficit 2015) ont été financées comme suit :

Répartition du financement des investissements (2016)



L'emprunt (chapitre 16) reste la principale recette d'investissement. En 2016, la ville a mobilisé 18,0 M€ d'emprunts nouveaux dont 16,0 M€ issus de contrats signés en 2014/15 et reportés et 2,0 M€ issus d'un nouveau contrat.

Le recours à l'emprunt se réduit progressivement.



En 2016, la ville perçu 8,06 M€ de **subventions (chapitre 13)** de la part de différents partenaires :

- Etat : 1,89 M€ (aides aux maires bâtisseurs, ANRU)
- Région : 1,33 M€ (PRUS Bel Air, aménagement La Noue, groupe scolaire Boissière Accacia, etc.)
- STIF : 0,47 M€ (aménagement voirie en faveur des bus)
- SOREQA : 2,16 M€ (participation équipements publics ZAC Fraternité)

Sur ce chapitre, la ville a également encaissé 1,77 M€ dans le cadre des Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) et 0,73 M€ au titre du reversement du produit des amendes de police.

La Ville a également effectué pour 2,26 M€ de **cessions foncières** (chapitre 070 et compte 775) correspondant notamment aux ventes suivantes :

- Immeuble 17/19 rue Edouard Vaillant (450.000 €)
- Terrain 29, rue Victor Hugo / 11, rue Mériel (435.000 €)
- Terrain 30/32 rue de l'Eglise (358.700 €)
- Terrain 54, rue des Messiers (230.000 €)
- Terrain 198/200 boulevard de la Boissière (300.000 €)
- Pavillon et terrain 183/185 rue Lenain de Tillemont (150.000 €)
- Local d'activité 2 à 20, avenue du Président Salvador Allende (250.000 €)

Les **dotations et fonds divers (chapitre 10)** regroupe :

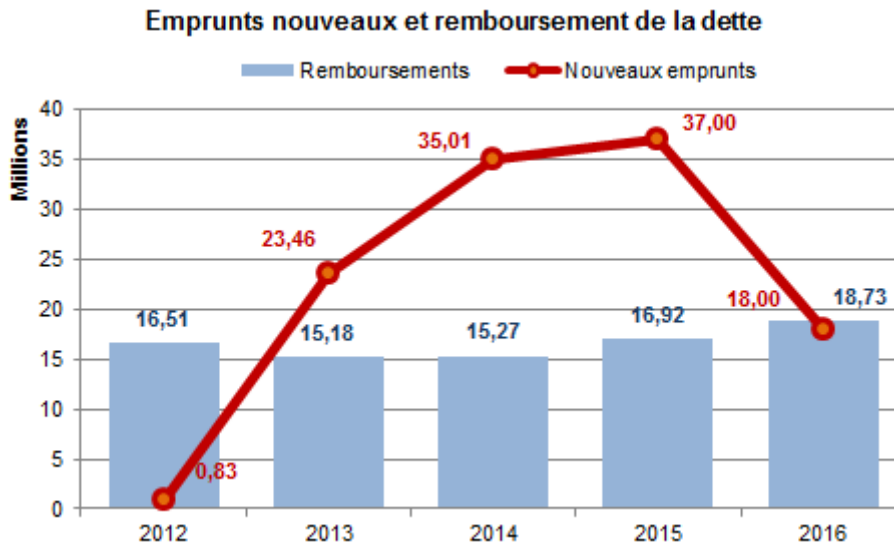
- Le remboursement partiel de la TVA payée sur les dépenses d'investissement éligibles réalisées en 2014 par l'intermédiaire du FCTVA (6,43 M€)
- La taxe d'aménagement (0,97 M€)

Au chapitre 27, **Autres immobilisations financières**, figurent le remboursement de consignations effectuées pour 154.800 €.

4- ENCOURS DE LA DETTE AU 31 DECEMBRE 2016

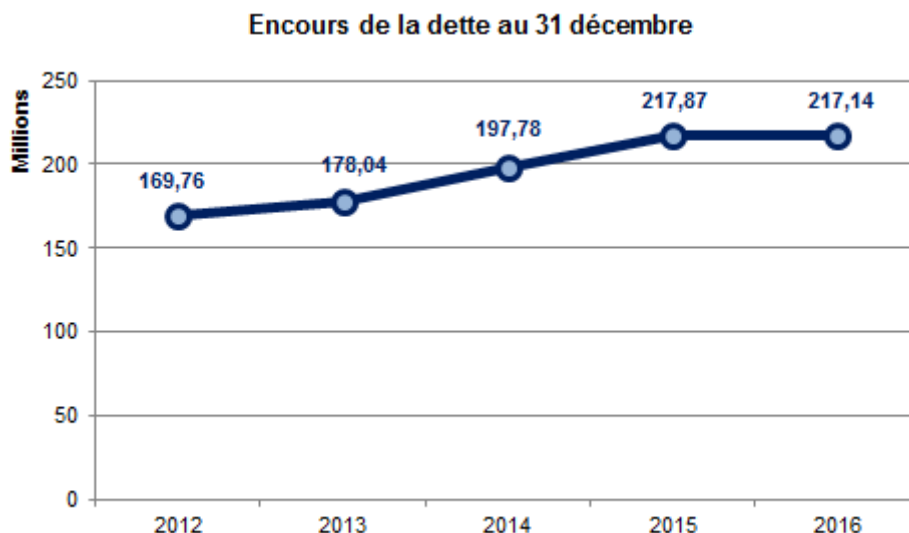
A. Emprunts réalisés sur l'exercice 2016

Au cours de l'exercice 2016, la Ville a procédé au remboursement de 18,7 M€ de capital de dette et a mobilisé 18,0 M€ de nouveaux emprunts pour financer son programme d'investissement. Le solde de désendettement est donc de 700.000 €.



B. Encours de dette au 31 décembre 2016

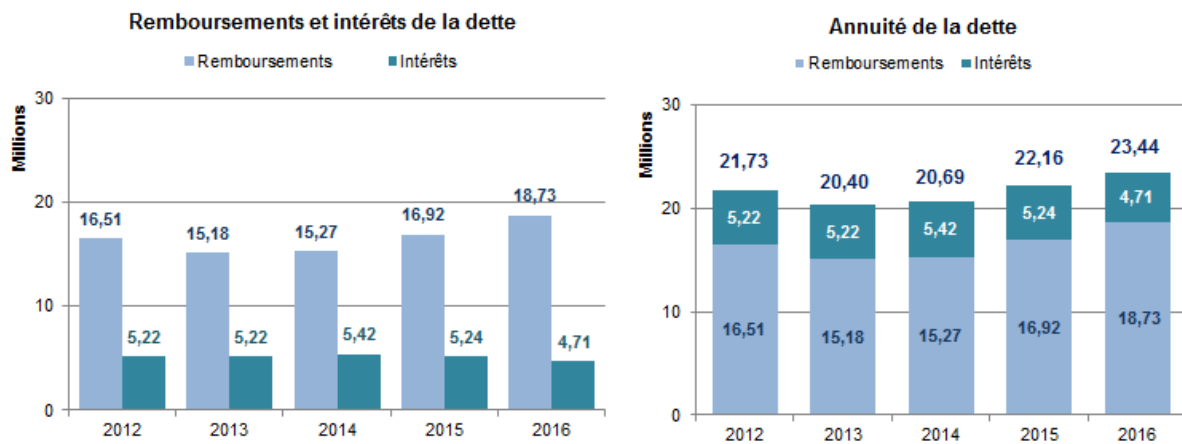
L'encours de la dette au 31 décembre 2016 est de 217,14 M€, soit 2.057 € par habitant, en légère diminution par rapport à 2015 (-0,33%).



La dette de la ville se stabilise donc, conformément à l'objectif annoncé, après 3 exercices en hausse continue.

C. Annuité de la dette

L'annuité de la dette (23,4 M€ en 2016) ne cesse d'augmenter depuis 2013.



Le remboursement de la dette (18,7 M€ en 2016) pèse lourd, absorbant une grande partie de l'épargne retrouvée grâce aux efforts de gestion réalisés et diminuant ainsi les capacités d'investissement. Les remboursements augmentent consécutivement à la hausse de l'encours, au fort recours à l'emprunt ces dernières années et au profil d'amortissement relativement court des contrats récents.

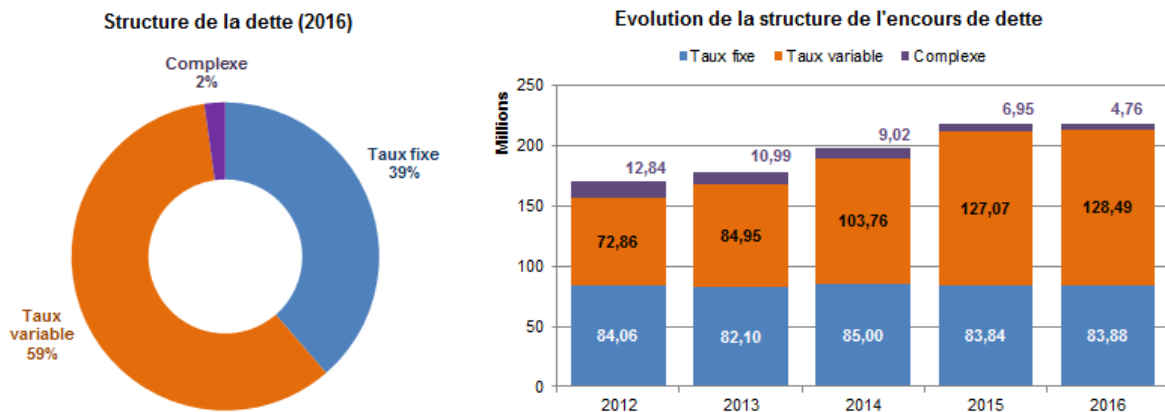
A l'inverse les frais financiers (intérêts de la dette) ne cessent de diminuer depuis 2014. En 2016, ils représentent 4,7 M€, soit 2,95 % des dépenses de fonctionnement et seulement 2,16 % de l'encours de dette au 1^{er} janvier de l'exercice.

La ville profite ainsi pleinement des taux d'intérêts historiquement et de la gestion active menée depuis plusieurs années. Si la dette pèse lourd, elle reste relativement sûre et peu coûteuse.

D. Structure de la dette

Au 31 décembre 2016, l'encours de la dette se répartit en 95 contrats différents dont 93 (98% de l'encours) sont classés 1A, la meilleure note possible, selon la chartre de Gissler. La Ville ne possède aucun emprunt qualifié de « toxique ».

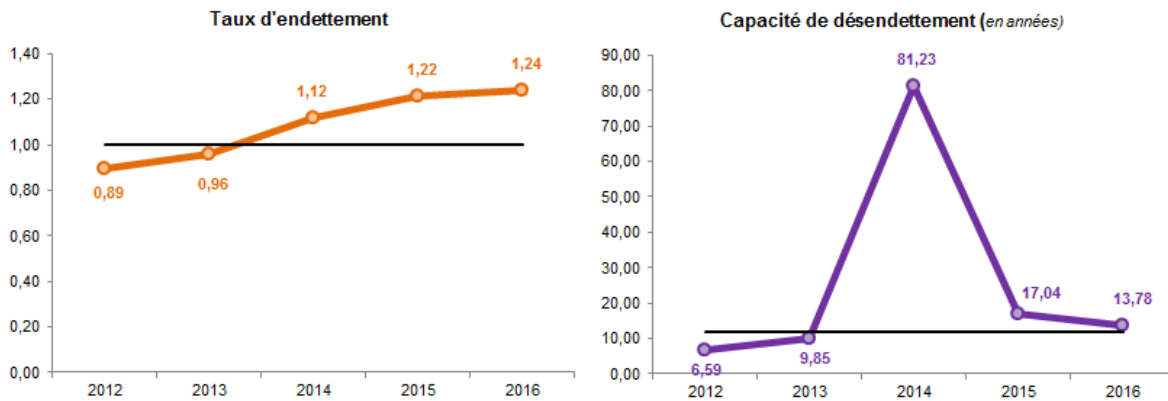
Une part essentielle de la dette étant à taux variable, la ville profite des taux historiquement bas mais se doit d'être attentive et vigilante en surveillant les opportunités de marché. Aucune opération de refinancement ou renégociation n'a été menée en 2016.



E. Indicateurs et ratios de dette

Le taux d'endettement mesure l'importance de l'endettement de la collectivité (encours de la dette) relativement à sa « richesse » (recettes réelles de fonctionnement).

La capacité de désendettement mesure le nombre d'année qu'il faudrait à la collectivité pour se désendetter totalement si elle y affectait la totalité de son épargne.



Le taux d'endettement de la ville augmente légèrement en 2016 (1,24) malgré la baisse de l'encours de dette, le niveau de recettes de la ville diminuant de manière plus importante.

En revanche, la capacité de désendettement s'améliore significativement, passant de 17 à 14 ans) et approche le seuil recommandé des 12 ans.